

AVANT-PROPOS

En début d'année nous avons pris l'initiative de réunir autour d'une même table des responsables des services «tiers gérants» de quelques banques genevoises (suisse et étrangères) et plusieurs GFI, afin d'échanger des idées sur la gérance de fortune indépendante et parler de l'avenir de cette profession. La crise liée au marché immobilier américain commençait juste à poindre et semblait limitée alors aux seuls Etats-Unis. Depuis les choses ont pris une autre tournure. La crise des «subprimes a provoqué un formidable bouleversement dans la pratique et les concepts liés à la gestion de portefeuilles: des remises en question qui affectent non seulement les gérants indépendants de Suisse, mais leurs homonymes du monde entier. C'est dans cet esprit que la CIFA – la Convention of Independent Financials Advisers – fondée à Genève en 2002 et qui regroupe plusieurs organismes européens de gestionnaires et conseillers financiers, a publié le 18 octobre dernier un communiqué appelant à une réflexion en profondeur sur les vraies causes de la débâcle.

Vincent J. Derudder, secrétaire général de la FECIF à Bruxelles et bien connu des lecteurs de Point de Mire (cf PdM n° 32, p.13) présente ici son point de vue.

La crise et ses répercussions pour les conseillers financiers indépendants

Le problème est éminemment politique et la seule réponse qui a été apportée par les politiciens est une réponse non politique. Continuons à faire l'autruche, continuons à fermer les yeux devant les vrais problèmes, continuons la politique du court terme et de l'emplâtre sur une jambe de bois! Des millions d'épargnants ont perdu leurs économies, des centaines de milliers de travailleurs vont perdre leurs emplois, et les politiciens continueront à discourir sur le besoin de relancer l'économie sans trop s'inquiéter des raisons de ce désastre. Les fonctionnaires des autorités de régulation continueront à jouer aux petits policiers, poursuivant de leur hargne les petits acteurs indépendants: c'est beaucoup plus facile, cela demande moins de compétence et moins de travail.

Le petit dérange, avec son discours sur l'indépendance et la protection du consommateur, son client!

Ces fonctionnaires sont les premiers responsables de la crise, eux qui n'ont jamais osé aller voir ce que faisaient les grands à l'abri de leurs grattes ciels de verre... Au moins aussi responsables que les dirigeants avides de bonus...

Pendants des années les autorités de régulation ont édicté des tonnes de règlements, se groupant à plusieurs dans le cadre du CESR (*) et du CEIOPS (**) pour mieux pondre ensemble. Des tonnes de règlements inutiles qui s'appliquent aux petits agents d'assurance ou aux petits gérants de fortune indépendants mais surtout pas aux grands conglomerats financiers.

Se comportant comme de véritables policiers, ils ont inventé année après année de nouvelles règles, imposant une terreur rose «politiquement correcte» au nom de la défense du consommateur, ce pauvre consommateur qui se faisait plumer dans le hall en marbre du grand conglomérat financier que le policier de service s'abstenait de contrôler... Ou était-ce bien l'objet social d'une grande compagnie d'assurance d'organiser dans ses locaux londoniens un casino animé par 350 traders surpayés? Etait-ce l'objet social d'une banque de détail spécialisée dans le financement des collectivités locales ou une autre dans le financement des PME-PMI d'investir dans des dérivatifs basés sur des actifs en Oklahoma?

De qui se moque-t-on? Du consommateur? Des petites et moyennes structures faisant elles bien leur travail?

Les clients des intermédiaires indépendants ont perdu sur la valeur absolue de leurs actifs en moyenne 50% de moins que les clients des grandes institutions si chères aux régulateurs. Pourquoi? Toujours pour la même raison: un client, pour un acteur indépendant, c'est important... Pour l'employé d'une grande institution, ce n'est qu'un numéro...

Ah! Big is beautiful... Grand, et audité par les grands aussi, ceux qui n'ont rien vu comme ils n'avaient rien vu dans le cas d'Enron ou de Parmalat. Entre grands, il n'y a pas de problème, étrange, non? Et quand un régulateur impose à un petit indépendant le choix d'un auditeur parmi les «Big Five», quel service croit-il rendre au consommateur? Certains croient naïvement que la solution passerait par plus de régulations? Il suffirait déjà

Notes

(*) Il s'agit des deux comités mis en place par la Commission Européenne pour l'assister dans la transposition des directives. Composés des représentants des 27 autorités de régulations, il s'agit de deux assemblées «intégristes» ne contribuant en aucune manière au développement d'un marché unique des services financiers et adversaire de toute forme de flexibilité ou de libéralisation des services financiers.

que la réglementation existante soit appliquée aux grands, chéris des politiciens et des régulateurs pour que le monde se porte mieux!

Quelques pistes de réflexions pour la CIFA:

1. Revenir à une saine définition des métiers; l'on ne peut être en même temps assureur, banquier de détail, gestionnaire de fortune et agent de voyage.
2. Pour éviter des situations de monopole, retour aux activités spécifiques; l'assureur-vie doit faire de l'assurance, pas de la gestion de fortune.
3. Priorité donnée à la fin des conflits d'intérêts scandaleux; le banquier de détail ne peut se prétendre conseiller financier et vendre les produits «maison» à son client.
4. Encourager l'intermédiation indépendante seule garante de l'intérêt du consommateur.

Quid de l'avenir?

- La Suisse et la Grande Bretagne devraient mieux s'en sortir que d'autres, parce que dans ces deux pays existe une tradition de place financière et de liberté d'entreprendre. La Grande Bretagne est elle-même bien servie par un Premier Ministre compétent et par une autorité de régulation un peu plus pragmatique que les 26 autres autorités européennes.
- L'Irlande devrait s'en tirer aussi pour des raisons de pragmatisme culturel; les autres pays européens grands créateurs de déficit comme la France, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne ont des soucis à se faire.
- Une place financière artificielle comme le Luxembourg (qui semble avoir fait tous les mauvais choix les uns après les autres) pourrait aussi souffrir des effets de la crise plus que d'autres centres financiers.
- Certains paradis fiscaux disparaîtront, du moins ceux qui n'auront pas su tisser les liens qui protègent...

Cela satisfera le mécontentement populaire habilement dévié par certains politiciens contre ceux qui n'ont aucune responsabilité dans la crise actuelle mais qui font des coupables tout désignés. Ils serviront de boucs émissaires; on les choisira pauvres, cela fera moins de bruit... Maurice ou les Seychelles par exemple, pas Dubaï ou Singapour...

Nous sortirons de cette crise, dans un an si le nouveau président américain et la nouvelle Commission Européenne montrent séparément et ensemble une volonté de changement. Cela prendra deux ou trois ans s'ils ne font rien ou qu'ils le font mal – il faudra dans ce cas attendre que le pauvre consommateur en ait assez de jouer au pauvre!